

Moscou ouvre la porte à une négociation sur l'Ukraine

CRISE UKRAINIENNE La Russie a laissé entrevoir hier la possibilité d'une sortie de crise négociée avec les Occidentaux en Ukraine, passant par une fédéralisation de l'ex-république soviétique, et a exclu toute nouvelle intervention après la prise de la Crimée.

Le Kremlin a confirmé l'appel téléphonique de Vladimir Poutine à Barack Obama, annoncé la veille au soir par la Maison-Blanche. Le président russe y a appelé son homologue à étudier «les mesures que peut prendre la communauté internationale pour coopérer en vue d'une stabilisation». Les deux puissances ont manifestement l'intention d'agir vite. Le secrétaire d'Etat américain John Kerry, de retour d'une visite au Proche-Orient, a annulé son retour à Washington pour prendre la direction de Paris où il doit rencontrer son homologue Sergueï Lavrov.

Vendredi encore, Barack Obama s'en était pris de manière très dure à Vladimir Poutine, l'accusant de «rancune au sujet de ce qu'il considère comme la perte de l'Union soviétique» et lui enjoignant de retirer ses troupes massées à la frontière ukrainienne. Kiev craint que la Russie n'en reste pas là et intervienne désormais dans la partie orientale de l'Ukraine, majoritairement russophone et agitée par des manifestations séparatistes ces dernières semaines. Hier, Sergueï Lavrov a fermement démenti tout projet en ce sens et laissé entrevoir «une initiative commune» proposée aux Ukrainiens.

Projet de fédéralisation

Quels seraient les contours d'un règlement international? Sergueï Lavrov a donné une piste en évoquant une «fédéralisation» de l'ex-république soviétique, «exigence des régions du Sud et de l'Est». L'idée d'une «décentralisation» a déjà été évoquée par certains diplomates occidentaux afin d'apaiser les tensions qui règnent dans ces régions très proches culturellement et économiquement de la Russie. Elles craignent de



Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, rencontrera aujourd'hui à Paris son homologue russe, Sergueï Lavrov, pour discuter de la question ukrainienne.

AFP/Jacquelyn Martin

pâtir de l'orientation proeuropéenne des autorités en place à Kiev depuis la fuite de M. Ianoukovitch fin février.

Par ailleurs, M. Poutine a aussi adressé à M. Obama une mise en garde concernant la situation de la Transnistrie, région russophone de Moldavie où stationnent des troupes russes. Il a dénoncé un «état de siège de facto» et demandé des pourparlers internationaux.

Un scénario de fédéralisation de l'Ukraine risque fort de se heurter à une fin de non-recevoir à Kiev après l'humiliation subie en Crimée et au moment où la bataille pour l'élection présidentielle du 25 mai s'accélère. Les prétendants ont jusqu'à ce soir pour s'enregistrer auprès de la commission électorale et les principaux partis ont investi samedi leur candidat.

Des élections à haut risque

Le favori des sondages, le député et milliardaire Petro Porochenko, a reçu un soutien de poids: celui de l'ex-champion de boxe Vitali Klitschko,

qui renonce à être candidat à la présidence pour tenter d'arracher la mairie de Kiev.

La campagne s'annonce rude après l'officialisation de la candidature de la redoutable ex-premier ministre Ioulia Timochenko, qui à 53 ans semble décidée à prendre sa revanche après avoir été battue par Viktor Ianoukovitch, son ennemi juré depuis la Révolution orange de 2004. «Si vous m'accordez votre confiance, en tant que présidente d'Ukraine, je ne donnerai plus la possibilité à l'agresseur de prendre un centimètre de terre ukrainienne sans combat», a-t-elle martelé, adoube par son parti Batkivchtchina (Patrie).

Quant au Parti des régions, majoritaire au Parlement mais désormais laminé dans l'opinion, il a apporté son soutien à l'ex-gouverneur pro-russe de Kharkiv, Mikhaïlo Dobkine, qui dispose selon le journal *Dzerkalo Tjynia* du soutien de l'homme le plus riche d'Ukraine, l'influent Rinat Akhmetov. Il a exclu au passage le plus cé-

lèbre de ses membres: Viktor Ianoukovitch.

Congrès tatar

Hier, les Tatars de Crimée ont voté en faveur de leur autonomie sur leur terre historique après son annexion par la Russie, mais ils sont restés divisés sur la manière de s'engager avec les nouvelles autorités russes. Des représentants des Tatars de toute la Crimée s'étaient réunis dans la ville de Bakhtchysaraï pour un «Qurultay», ou congrès, afin de décider du sort de cette communauté musulmane d'environ 300 000 personnes. «Il arrive un moment dans la vie de chacun où un choix doit être fait, qui déterminera l'avenir», a déclaré le chef de file des Tatars, Refat Tchoubarov.

Les Tatars de Crimée, qui représentent environ 12% de la population, ont largement boycotté le référendum du 16 mars qui a abouti au rattachement de la Crimée à la Russie.

AFP

Black-out d'une heure pour sauver la Terre

ENVIRONNEMENT Les lumières se sont éteintes hier dans des milliers de villes à travers le monde dans le cadre de l'opération «Une heure pour la planète», destinée à attirer l'attention sur le risque du changement climatique. Cette campagne de sensibilisation sur l'environnement, qui consiste à éteindre les lumières à 20 h 30 heure locale pour 60 minutes, avait cette année pour objectif de lever des centaines de milliers de dollars pour des projets respectueux de l'environnement. **AFP**

Premiers mariages homos célébrés

ANGLETERRE De très nombreux couples homosexuels en Angleterre et au Pays de Galles se sont dit «oui» hier quelques secondes seulement après l'entrée en vigueur d'une loi d'égalité. L'annonce par le gouvernement britannique le 10 décembre dernier que les premiers mariages homosexuels pourraient être célébrés à partir du 29 mars 2014 a donné le coup d'envoi à une course pour déterminer quel couple allait être le premier à pouvoir se proclamer «mari et mari» ou «épouse et épouse». **ATS**

Plus de 300 rapports sur M^{me} Merkel



Angela Merkel fichée 300 fois par la NSA.

ALLEMAGNE L'agence de renseignement américaine NSA a rassemblé plus de 300 rapports sur la chancelière Angela Merkel, a affirmé hier le magazine *Der Spiegel* en citant des informations transmises par l'ancien consultant américain Edward Snowden. Le nom de la chancelière figurait parmi ceux de 122 chefs d'Etat et de gouvernement sur lesquels la NSA collectait des informations en mai 2009. **AFP**

Deux morts dans une avalanche

FRANCE Deux randonneurs français à raquettes ont été tués et un autre blessé hier par une avalanche dans les Pyrénées ariégeoises, dans le sud-ouest de la France. Lorsque l'avalanche s'est déclenchée et les a emportées, les victimes étaient encordées. La neige a coulé sur 300 mètres. L'un des randonneurs a réussi à s'extraire de la neige et à alerter les secours. **AFP**

Un attentat suicide fait trois morts

LIBAN Au moins trois soldats libanais ont été tués et quatre blessés hier dans un attentat mené par un kamikaze qui s'est fait exploser à bord de sa voiture devant un barrage militaire proche de la frontière syrienne, a annoncé l'armée. L'attentat s'est produit dans l'est du Liban, frappé par des violences liées au conflit en Syrie voisine, a précisé l'armée libanaise. **AFP**

La solution pour ne plus jamais perdre un Boeing

RECHERCHES Trois semaines après la disparition du vol MH370, l'appareil n'a toujours pas été retrouvé. La technologie pour éviter de perdre un avion existe: le satellite.

Pour un dollar par heure de vol, tout avion peut être suivi en temps réel. Le système s'installe en quelques minutes sur n'importe quel appareil. Le principe est le même que pour la téléphonie par satellite, déjà accessible au public. Par ce biais, les navigateurs peuvent, par exemple, souhaiter un joyeux Noël à leur famille depuis le cap Horn.

Une technologie simple et bon marché. C'est en tout cas ce qu'affirme Chris McLaughlin, vice-président d'Inmarsat, la compagnie privée britannique qui a pu affirmer avec

certitude que l'avion MH370 s'était crashé et qui commercialise le système. Non content d'avoir réussi là où la Chine, les Etats-Unis ou encore la France avaient échoué, il s'est permis de tacler l'Autorité internationale de l'aviation civile (ICAO): «Comme toute organisation internationale, elle est lente.» L'ICAO a admis l'efficacité du système proposé par Inmarsat, le Swiftbroadband - il est d'ailleurs obligatoire dans tous les avions qui survolent l'Atlantique.

Plus efficace, mais moins sûr

Mais l'Autorité de surveillance ne veut pas en faire son seul outil de localisation. «Il est utilisé uniquement comme complément», explique Timothy Kriegers, qui termine actuellement sa formation de pilote.

Pourquoi maintenir absolument à bord les bons vieux radars, qui perdent le signal des engins dès qu'ils

sont à plus de 300 km des côtes? Pour deux raisons. Le radar est plus sûr: la communication n'implique que deux acteurs, le radar au sol et l'avion, l'un envoyant le signal et l'autre le renvoyant. Aucun risque de manipulation, contrairement au satellite, qui implique par exemple la possibilité d'un sabotage (brouillage volontaire). Deuxième élément, l'ICAO rechigne à se lier à des compagnies privées, or ce sont elles qui proposent aux compagnies d'aviation des services de communication par satellite.

Mais dans le monde de l'aviation comme ailleurs, tout est plus compliqué qu'il n'y paraît.

D'abord, l'ICAO milite pour une solution alternative: l'ADS-B. Ce système permet lui aussi le suivi constant et permanent de l'avion, mais transmet par radar, et non par satellite, les informations de localisation. Les avions qui sortent d'usine en

sont équipés, les plus anciens ont jusqu'en 2020 pour se mettre à jour («Le Matin Dimanche» du 16 mars).

Un prix d'appel

Ensuite, le prix d'un dollar par heure de vol vanté par Chris McLaughlin est à l'aviation ce que les prix d'appel sont aux smartphones du grand public: un leurre. Car les compagnies d'aviation, outre ce tarif horaire, se verraient également facturer en sus le volume de données transmis. La facture peut vite exploser s'il s'agit de transmettre la localisation, la vitesse, l'état du moteur, la température, ou encore d'offrir le wi-fi aux passagers.

Inmarsat prend bien soin de ne pas communiquer ses tarifs, et rend donc tout exemple chiffré impossible à calculer. Et pendant que la guerre du satellite contre le radar continue, l'avion reste introuvable.

Guillaume Laurent